



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.5/52/L.30  
27 mars 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session  
CINQUIÈME COMMISSION  
Point 125 de l'ordre du jour

### FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ORGANISATION D'UN RÉFÉRENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL

#### Projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental<sup>1</sup> et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>,

Ayant à l'esprit la résolution 690 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 29 avril 1991, par laquelle le Conseil a décidé de créer la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, et les résolutions ultérieures par lesquelles il a prorogé le mandat de la Mission, dont la plus récente est la résolution 1133 (1997) du 20 octobre 1997,

Rappelant sa résolution 45/266 du 17 mai 1991, relative au financement de la Mission, et ses résolutions et décisions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 51/2 B du 13 juin 1997,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

---

<sup>1</sup> A/52/730 et Add.2.

<sup>2</sup> A/52/816.

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

Préoccupée par le fait qu'il demeure difficile au Secrétaire général de faire face ponctuellement aux obligations de la Mission, notamment de rembourser les États qui fournissent ou ont fourni des contingents,

1. Prend note de l'état des contributions à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental au 20 mars 1998, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 54 513 290 dollars des États Unis, soit 19 % du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Mission au 20 avril 1998, constate qu'environ 12 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. Se déclare préoccupée par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. Remercie les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. Prie instamment tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission;

5. Souscrit aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport<sup>2</sup> et note que le paragraphe 7 dudit rapport ne constitue ni une observation ni une recommandation;

6. Prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

/...

7. Prie également le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes aux agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Mission, en tenant compte des fonctions opérationnelles attachées à ces postes;

8. Décide d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, un crédit d'un montant brut de 17 172 300 dollars (montant net: 15 989 300 dollars) pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, comprenant le montant brut de 9 300 500 dollars (montant net : 8 478 100 dollars) déjà autorisé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour la période du 1er novembre 1997 au 31 mars 1998 en vertu de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, et en sus du crédit d'un montant brut de 30 229 800 dollars (montant net : 28 430 400 dollars) qu'elle a déjà ouvert dans sa résolution 51/2 B pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998;

9. Décide également, à titre d'arrangement spécial, de répartir entre les États Membres un montant brut de 11 077 300 dollars (montant net : 10 309 500 dollars) pour la période prenant fin le 20 avril 1998, qui viendra s'ajouter au montant brut de 24 351 780 dollars (montant net : 22 902 270 dollars) déjà mis en recouvrement pour la même période conformément à la résolution 51/2 B, en tenant compte de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996 et 51/218 A et B du 18 décembre 1996 et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et suivant le barème des quotes-parts pour l'année 1997, établi par sa résolution 49/19 B du 23 décembre 1994 et sa décision 51/471 A du 23 décembre 1995, et le barème pour l'année 1998, établi par sa résolution 52/215 du 22 décembre 1997;

10. Décide en outre que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 9 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période prenant fin le 20 avril 1998, soit un montant estimatif de 767 800 dollars, compte tenu du montant de 1 449 510 dollars déjà approuvé pour la même période;

11. Décide, à titre d'arrangement spécial, de répartir entre les États Membres un montant brut de 6 095 000 dollars (montant net : 5 679 800 dollars) pour la période du 21 avril au 30 juin 1998, sur la base des montants mensuels indiqués dans l'annexe à la présente résolution, conformément aux modalités énoncées dans la présente résolution et au barème des quotes-parts pour l'année 1998, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 20 avril 1998;

12. Décide également que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X), il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds

de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 21 avril au 30 juin 1998, soit un montant estimatif de 415 200 dollars;

13. Demande que soient apportées pour la Mission des contributions volontaires – tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général – qui seront gérées conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

14. Décide de garder à l'étude la question intitulée "Financement de la "Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental" au cours de sa cinquante-deuxième session.

## ANNEXE

Montants mensuels à mettre en recouvrement aux fins du fonctionnement  
de la MINURSO pour la période du 21 avril au 30 juin 1998

Mois	Montant brut	Montant net
	(Dollars des États-Unis)	
Avril 1998 (solde)	743 000	683 700
Mai 1998	2 677 900	2 500 000
Juin 1998	2 674 100	2 496 100
Total	6 095 000	5 6798 000

-----